

# Sociétés cotées en bourse : quels investissements pour contribuer à résoudre les crises climatiques, de l'eau et des sols ?

Le cas du Swiss Market Index



# Résumé exécutif

## Introduction

Les dégâts environnementaux causés par l'activité humaine représentent un risque majeur pour les entreprises, à moyen et à long terme. Alors qu'elles sont toujours plus nombreuses à s'engager pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre (« Net Zero ») d'ici à 2050 et pour limiter leur impact environnemental, le coût de la transition est cependant encore rarement évalué.

Réalisée par Ecometrics, Valuing Impact et Sofies et cofinancée par Ethos, cette étude propose, pour les 14 entreprises industrielles du Swiss Market Index (SMI)<sup>1</sup>, une évaluation des investissements annuels nécessaires pour des solutions pérennes et viables permettant la transition vers une économie bas carbone et davantage respectueuse de la biodiversité.

Les investissements sont annualisés afin de pouvoir considérer la diversité des solutions envisagées. Un investissement dans l'électricité renouvelable permettra, par exemple, une production pendant plusieurs dizaines d'années tandis que de nouveaux puits de carbone naturels devront être ajoutés chaque année pour capturer les émissions résiduelles. Ces investissements annualisés comprennent tant les coûts d'investissement initiaux que les coûts opérationnels annuels. Ces investissements annualisés ne représentent donc pas un plan d'investissement mais le coût annuel des solutions sur une perspective de moyen terme.

Cette étude est novatrice pour plusieurs raisons. Elle met tout d'abord l'accent sur les solutions pour résoudre les crises environnementales plutôt que sur une évaluation de l'importance du problème, comme cela est souvent le cas. Elle propose ensuite une méthodologie originale dans le domaine du capital naturel, basée sur les coûts monétaires internalisés (coût de solutions et coûts évités) par les entreprises plutôt que sur les coûts pour la société (externalités négatives). Enfin, elle porte un nouveau regard sur l'importance de l'impact environnemental de la Suisse au niveau mondial.

## Résultats

Les impacts environnementaux générés par les 14 entreprises industrielles du SMI sont considérables, d'autant plus quand on les examine dans une perspective suisse. Les 305 millions de tonnes de gaz à effet de serre (GES) (mesurées en CO<sub>2</sub>-équivalent) générées par ces entreprises en 2020 correspondent ainsi à environ six fois et demie les émissions territoriales de la Suisse<sup>2</sup> et deux fois et demie les émissions totales induites par la consommation des citoyens suisses<sup>3</sup> au niveau mondial. Leur consommation en eau atteint pratiquement 12 000 millions de m<sup>3</sup>, c'est-à-dire trois fois et demie celle de la Suisse, tandis que l'utilisation de terres cultivables s'élève à 6,5 millions d'hectares (plus d'une fois et demie la taille de la Suisse). Des résultats supplémentaires sont disponibles à l'adresse suivante : [costofsolutions.ch](https://costofsolutions.ch).

---

1. Au 30 juin 2021. Les six sociétés financières et d'assurances appartenant au SMI n'ont pas été incluses dans l'analyse en raison de la complexité méthodologique et du manque de données permettant d'évaluer l'impact environnemental de leurs investissements et de leur portefeuille de prêts plutôt que celui de leurs activités et chaînes d'approvisionnements.

2. Les émissions territoriales considérées dans l'Accord de Paris.

3. Office fédéral de la statistique, 2018.



**Graphique 1** : Émissions annuelles de gaz à effet de serre de la Suisse, des consommateurs suisses et des 14 entreprises industrielles du SMI.

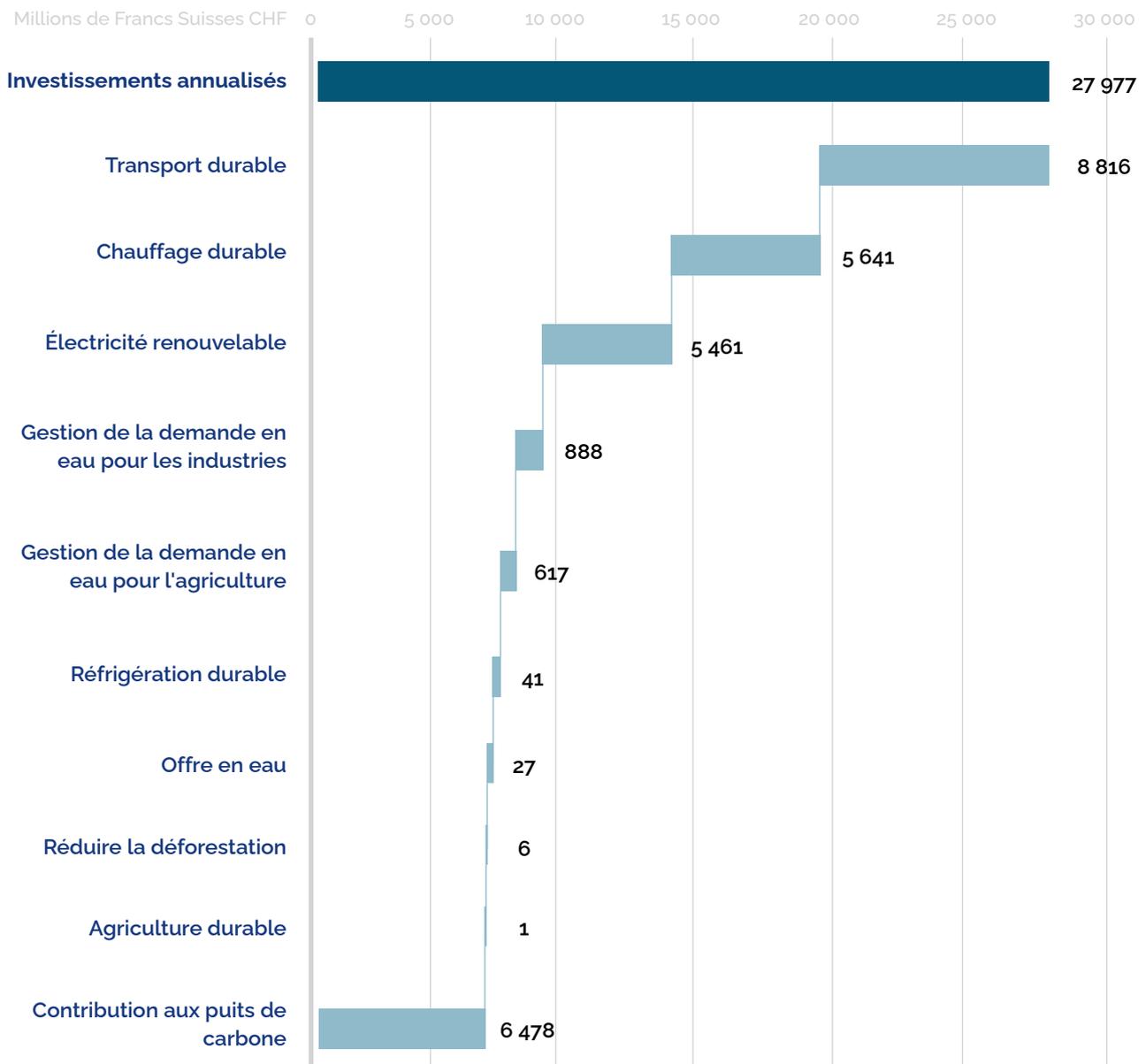
Pour atténuer ces impacts avec les solutions existantes, l'étude estime que les 14 sociétés non-financières du SMI devraient investir CHF 21,5 milliards par an. Ceci leur permettrait de continuer d'opérer sans mettre en péril la biodiversité et les forêts ainsi que de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 29% (en moyenne). Les solutions actuellement disponibles ne permettent en effet pas de réduire les émissions de 100%. L'investissement dans des solutions permettant de capturer les émissions de gaz à effet de serre résiduelles par des moyens naturels (par exemple en plantant des arbres) ou technologiques (en les captant et en les stockant) est donc la seule possibilité pour arriver à l'objectif « Net Zero 2050 ». L'étude chiffre cet investissement supplémentaire à CHF 6,5 milliards par an. Au total, c'est ainsi environ **CHF 28 milliards qui devraient être investis chaque année par les 14 entreprises industrielles du SMI, ce qui représente 60% de leurs bénéfices enregistrés en 2020 et 4% du PIB annuel de la Suisse.**<sup>4</sup>

Si ce montant peut paraître important, les investissements ne se feront pas à fonds perdus, bien au contraire. Ils devraient même permettre aux entreprises concernées de réaliser des économies (« avoided costs ») de l'ordre de CHF 34 milliards par année, soit davantage que les investissements consentis (« solutions costs »). Par ailleurs, plus de deux tiers des investissements concernent les chaînes d'approvisionnement si bien que leur coût devrait être partagé avec leurs fournisseurs.

Ces coûts sont également à mettre en perspective avec les coûts sociétaux induits annuellement par ces 14 entreprises au niveau mondial, qui peuvent être estimés à CHF 44,1 milliards.

Les investissements identifiés sont principalement liés à la mise en place de solutions de transport durable, au chauffage sans énergie fossile ainsi qu'à la production d'électricité à base de sources renouvelables. Les solutions liées aux problématiques de rareté de l'eau (gestion de la demande et offre supplémentaire) comptent, quant à elles, pour environ 7% des coûts des solutions.

4. Les investissements sont annualisés afin de pouvoir considérer la diversité des solutions envisagées. Les coûts d'investissement initiaux ainsi que les coûts opérationnels annuels sont considérés.



**Graphique 2 :** Montant des investissements annualisés par groupe de solutions identifiées et contribution aux puits de carbone. (Millions de Francs Suisses CHF).

## Méthodologie

La méthodologie originale développée dans cette étude et appliquée aux 14 plus grandes entreprises industrielles cotées en Suisse comporte trois composantes. Tout d'abord, une sélection de données financières et environnementales publiées par les entreprises (les dernières données publiées par les entreprises pour 2020) est complétée par un modèle économique, énergétique et environnemental mondial permettant de calculer les impacts environnementaux (changement climatique, utilisation des sols et consommation d'eau) par pays et par source d'émission sur toute leur chaîne d'approvisionnement. Cette modélisation est nécessaire car les données publiées sont souvent incomplètes voire inexistantes. En parallèle, le potentiel de réduction de l'impact environnemental de plus de 100 solutions existantes, comme le recours à des énergies renouvelables, l'agriculture durable ou la mobilité électrique, ainsi que leurs coûts (annualisés en tenant compte des dépenses d'investissement ainsi que des coûts d'exploitation et de maintenance), est évalué par secteur économique et par région. Ces solutions sont ensuite appliquées à chaque entreprise, en fonction de leur secteur d'activité, la localisation de leurs activités directes et de leur chaîne d'approvisionnement.

## Limites de l'étude

Le choix des solutions et leur combinaison est évidemment subjectif car il s'agit d'anticiper l'avenir et les éventuelles interactions complexes d'un point de vue technologique, financier et sociétal. Les résultats sont donc une approximation des solutions qui pourraient être efficacement déployées dans la chaîne de valeur des entreprises. De plus, les coûts des solutions n'étant pas disponibles pour l'ensemble des pays, des extrapolations ont été effectuées. Enfin, les chaînes de valeur modélisées reflètent des moyennes sectorielles plutôt que les chaînes de valeur spécifiques à chaque entreprise et ont été générées à l'aide d'informations accessibles au public uniquement.

Au-delà des limites évidentes liées à tout exercice de modélisation, la principale limite de cette étude reste cependant que les entreprises ne publient pas d'informations pertinentes et fiables sur l'impact environnemental de leurs activités (« scope 1 » et « scope 2 » dans le jargon de la comptabilité carbone) ni de leur chaîne d'approvisionnement (« scope 3 »). Il manque également des informations économiques transparentes sur l'ensemble de leurs activités (par exemple sur la segmentation de leurs résultats financiers par activité et par pays), ce qui nécessite de recourir à des hypothèses et à un modèle. Il est à noter que le type de modèle employé est similaire à ceux qui sont utilisés par les entreprises pour évaluer leurs impacts environnementaux, seules les données d'entreprise sont moins précises.

## Conclusion

Malgré un manque de transparence de la part des entreprises, cette étude montre qu'il est possible d'utiliser les données publiques disponibles pour évaluer l'ampleur des coûts pour que les sociétés cotées protègent suffisamment le climat, l'eau et les terres. Elle montre aussi que la responsabilité des entreprises industrielles du SMI dans l'urgence environnementale mondiale est considérable.

Cette étude souligne également que les coûts sont loin d'être insupportables, surtout s'ils sont partagés entre les entreprises, le secteur public et d'autres organisations, y compris le secteur financier. De plus, les coûts des solutions, comme l'installation de panneaux solaires ou de systèmes de stockage, sont nettement inférieurs aux coûts sociétaux d'une éventuelle inaction. Par ailleurs, il existe une logique économique à investir dès maintenant dans des solutions pour réduire ces impacts environnementaux puisque les coûts évités par la mise en place de ces solutions sont supérieurs aux coûts de ces solutions. L'adoption précoce de ces solutions peut apporter des gains supplémentaires pour les entreprises mais aussi pour la Suisse, sa technologie, sa position commerciale et son image.

Nous espérons que cette étude contribuera à sensibiliser les entreprises à rechercher des solutions aux crises mondiales du climat, de l'eau et de la terre, et à mettre l'accent sur la réaffectation du capital afin de créer un avenir durable pour notre société. Ce serait un changement de mentalité majeur par rapport aux pratiques actuelles se concentrant principalement sur l'évaluation du problème plutôt que sur les solutions. Pour cela, l'étude émet une série de recommandations à l'intention des entreprises et des investisseurs.